

Le Manhattan Institute, laboratoire du néo-conservatisme

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

par Paul Labarique

Pour répandre la pensée libertarienne, Sir Anthony Fisher a créé 90 instituts dans le monde. Au centre de cette toile, le Manhattan Institute de New York joue le rôle de briseur de tabous. La « Révolution conservatrice » qu'il promeut veut éliminer la contre-culture des années 60 et en finir avec le féminisme. Surtout, elle vise à démanteler les services sociaux et à repousser les populations noires et pauvres hors de la mégalopole. C'est là qu'ont été élaborés les discours de l'intolérance moderne : l'inadaptabilité des Noirs, le « zéro tolérance » face aux incivilités et la « compassion basée sur la foi ». C'est là qu'ont été formés les politiciens républicains de la Côte Est comme Rudolf Giuliani.

15 septembre 2004

Thèmes : **Au cœur de la réaction**

Le multi-millionnaire britannique Anthony Fisher, né en 1915, a été l'un des acteurs les plus influents de la montée en puissance des think-tanks libertariens dans la seconde moitié du XXe siècle. Lecteur de Friedrich von Hayek¹ dès 1945, il le rencontre la même année. L'économiste le convainc de la nécessité de mettre en place un réseau de think-tanks pour soutenir le projet de changement de société. Fisher s'y emploie, grâce à son importante fortune et au réseau qu'il a noué à la société du Mont Pèlerin : en 1955, il crée à Londres l'Institute of Economic Affairs, avec Ralph Harris, puis en 1977 à New York l'International Center for Economic Policy Studies (ICEPS), avec l'aide de l'éminent avocat états-unien, William Casey, qui deviendra plus tard directeur de la CIA². D'après Loïc Wacquant, les deux hommes souhaitent que l'institut « applique les principes de l'économie de marché aux problèmes sociaux »³.

Parallèlement, Sir Anthony Fisher met en place un organisme de conseil et de financement pour aider les libertariens du monde entier à créer des think tanks équivalents dans leurs propres pays. C'est l'International Institute for Economic Research, qui engendre l'Atlas Economic Research Foundation en 1980 et l'International Policy Network en 2001. En une trentaine d'années, Fisher installe ainsi 90 centres de recherches dans 39 pays⁴.

Le comité directeur d'ICEPS comprend Lew Lehrman⁵, Irving Kristol⁶, Ed Feulner⁷ et William Casey. Sous l'influence de Charles H. Brunie⁸, et de William Hammett, qui deviendra président du think-tank au début des années 1980, l'ICEPS change de nom, et en même temps d'objectif : en devenant l'Institut Manhattan, il vise désormais en premier lieu les élites intellectuelles new-yorkaises, qu'il faut convertir aux vertus du reaganisme.

Les États-Unis préparent en effet la « révolution conservatrice » à venir, alors que le président démocrate Jimmy Carter vit ses dernières heures à la Maison-Blanche. Les néo-conservateurs regroupés autour de

¹ « Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme » par Denis Boneau, Voltaire, 4 mars 2004.

² Thinking the unthinkable : think-tanks and the economic counter-revolution, 1931-1983, de Richard Cockett, Fontana Press, 1995. Lors de la réforme de la CIA, qu'il entreprit en 1981, Casey promut l'activité de l'Agence sur le territoire US.

³ *Les prisons de la misère*, de Loïc Wacquant, Raisons d'agir, 1999.

⁴ *Anthony Fisher, Champion of Liberty* par Gerald Frost, Profile Books, 2002.

⁵ Lewis (Lew) Lehrman est une importante figure du reaganisme triomphant. Dans les années 1980, il participe à la création de l'association Citizens for America, qui se définit comme « une ligue civique non partisane et non politique consacrée à la promotion de l'idée que l'American way of Life est l'essence du programme législatif de Reagan et que son triomphe est l'espoir de chaque famille, de chaque citoyen des États-Unis ».

⁶ De 1947 à 1952, Irving Kristoll a dirigé *Commentary*, la revue quasi-officielle du Congrès pour la liberté de la Culture, avant d'être remplacé par Norman Podhoretz. Son fils, William Kristoll, dirige actuellement la revue des « néo-cons », le *Weekly Standard*.

⁷ Edwin J. Feulner est ensuite devenu président la Fondation Heritage. Voir « *Le prêt-à-penser de la Fondation Heritage* », Voltaire, 8 juin 2004.

⁸ Charles H. Brunie est fondateur de Oppenheimer Capital et membre de la société du Mont-Pèlerin. Proche d'Alan Greenspan, il a également noué une amitié avec Milton Friedman à la fin des années 1960. Voir la biographie de Charles H. Brunie sur le site du Hudson Institute et le discours de Roger Hertog présentant Charles Brunie, lauréat du prix Alexander Hamilton 2003.

Ronald Reagan⁹ et de George H. W. Bush, en passe de le remplacer, cherchent à développer un arsenal idéologique susceptible de légitimer la destruction de l'État providence prévue de longue date. Le Manhattan Institute va jouer ce rôle de fournisseur officiel d'idéologie libéralo-conservatrice. Il s'agit bien d'une idéologie, puisque les théories développées ne s'appuient pas sur des modèles scientifiques, mais plutôt sur un curieux mélange de prénotions pseudo-économiques et sociologiques. C'est le cas d'un des premiers ouvrages publiés par l'Institut, sous la plume de George Gilder. Cet ancien élève d'Henry Kissinger à Harvard a écrit plusieurs discours pour des personnalités politiques républicaines de premier plan, telles que Nelson Rockefeller, George Romney et Richard Nixon. À partir des années 1970, il s'intéresse subitement aux causes de la pauvreté et de la richesse aux États-Unis. Il publie *Sexual Suicide* en 1972, dans lequel il explique que la libération de la femme devrait amener à la fin de la race humaine, puisque tout homme qui n'est pas marié est par essence déstructuré. Ce qui permet de classer comme déviants tout ceux qui n'ont pas une pratique sexuelle « traditionnelle ». Dans *Visible Man*, paru en 1978, Gilder affirme que le racisme n'existe pas, que la société états-unienne est déjà « post-raciste » et que le pire ennemi de l'homme noir est en définitive lui-même, son mode de vie, sa famille éclatée et ses « réflexes de ghetto ». Une rhétorique qui lui permet d'arguer que les subventions fédérales ne font que perpétuer une société dans laquelle les Noirs « mènent une vie déjantée en attendant la marée verte de chèques gouvernementaux »¹⁰.

C'est justement ce discours que cherche à promouvoir le Manhattan Institute. En 1981, l'organisme lui dégage donc une bourse de la Smith Richardson Foundation¹¹ afin qu'il rédige *Wealth and Poverty* (Richesse et pauvreté) qui vulgarise ses théories ultra-réactionnaires. George Gilder y explique que la source de la misère en Amérique se trouve dans « l'anarchie familiale parmi les pauvres concentrés dans l'inner city » entretenue par les aides sociales, dont l'effet est « de pervertir le désir de travailler, de miner la famille patriarcale et d'éroder la ferveur religieuse, qui sont depuis toujours les trois ressorts de la prospérité »¹². Fort du soutien du Manhattan Institute, l'ouvrage est accueilli avec euphorie par la presse économique ultra-libérale, *The Economist* allant jusqu'à titrer « Bénis soient ceux qui se font de l'argent ». Il devient rapidement un best-seller, mais surtout le livre de chevet de Ronald Reagan. D'après une étude des discours prononcés par l'ancien président des États-Unis, George Gilder y serait l'auteur vivant le plus cité.

Le Manhattan Institute récidive l'année suivante. Alors que Ronald Reagan mène tambour battant sa révolution conservatrice ultra-libérale, le think-tank, où George Gilder anime désormais un séminaire, cherche un nouveau promoteur de ses théories racio-économiques. Son choix se porte sur l'universitaire jusque là inconnu Charles Murray. Ce dernier a envoyé l'un de ses articles à Irving Kristoll qui, intéressé par le caractère pamphlétaire du texte, contacte Michael Joyce, alors président de la Fondation Olin, et tente de rassembler des fonds pour transformer l'article en livre. William Hammett, devenu président du Manhattan Institute, accepte d'accueillir Murray au sein de la structure. Comme il l'écrit alors dans un mémo interne : « chaque génération produit une poignée de livres dont l'impact est durable ; des livres qui changent les conceptions classiques de la façon dont le monde fonctionne (ou devrait fonctionner...) Le *Losing Ground* de Charles Murray pourrait devenir un de ces livres. Et si c'est le cas, cela altèrera les termes du débat sur ce qui est peut-être la question politique la plus fascinante de notre temps : l'État providence moderne »¹³. L'Institut accorde donc 30 000 dollars et deux ans de tranquillité à l'auteur, qui publie en 1984, *Losing Ground : American Social Policy, 1950-1980* (*Terrain perdu : la politique sociale américaine, 1950-1980*). Selon Loïc Wacquant, ce texte « tombe à point nommé pour donner une caution pseudo-savante à l'énergique politique de désengagement social menée par le gouvernement républicain (avec l'assentiment du Congrès à majorité démocrate) ». L'argumentation est simple, voire simpliste : « l'excessive générosité des politiques d'aide aux démunis serait responsable de la montée de la pauvreté en Amérique : elle récompense l'inactivité et induit la dégénérescence morale des classes populaires, et notamment ces unions "illégitimes" qui sont la cause ultime de tous les maux des sociétés modernes - dont les "violences urbaines" »¹⁴.

Malgré un grand nombre de non-sens logiques et d'erreurs empiriques soulevées par le sociologue Christopher Jencks, l'économiste Robert Greenstein, ou encore le prix Nobel James Tobin¹⁵, l'ensemble de la presse fait de ce pamphlet un « classique » qu'elle place au centre des discussions sur l'aide sociale en Amérique. Il est vrai que le Manhattan Institute n'a pas lésiné sur sa promotion : William Hammett en a fait envoyer 700 exemplaires aux journalistes, hommes politiques et universitaires « qui comptent » aux États-Unis, et a loué les services d'une experte en relation publique pour faire de l'auteur jusque là inconnu,

⁹ « Ronald Reagan contre l'Empire du Mal », *Voltaire*, 7 juin 2004.

¹⁰ Cité dans l'article « *Techno-tyrants* », par Emily White, *Seattle Weekly*, 14-20 octobre 1999.

¹¹ « *The 'Right' Books and Big Ideas* », par Eric Alterman, *The Nation*, 22 novembre 1999

¹² Cité par Loïc Wacquant, *op.cit.*

¹³ Cité dans « *The 'Right' Books and Big Ideas* », *op.cit.*

¹⁴ Cité par Loïc Wacquant, *op.cit.*

¹⁵ Pour une réfutation des thèses de *Losing Ground*, voir *Les Oubliés de l'Amérique*, par William Julius Wilson, Declée de Brouwer, 1995 (1ère éd. 1987).

Charles Murray, une véritable « bête médiatique ». Son objectif n'est pas de vendre l'ouvrage en librairie, mais d'en faire le centre des débats politiques. L'Institut organise même un symposium quelques mois plus tard autour de Losing Ground, pour lequel les participants, qu'ils soient journalistes, experts en politique publique ou spécialiste en sciences sociales, sont payés entre 500 et 1500 dollars.

La carrière de Charles Murray est lancée : en 1994, il publie *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life* (La Courbe en cloche : l'intelligence et la structure de classe dans la vie américaine)¹⁶, un « authentique traité de racisme savant (...) qui soutient que les inégalités raciales et de classe en Amérique reflètent les différences individuelles de "capacité cognitive" »¹⁷. Le quotient intellectuel, hérité génétiquement, déterminerait la réussite sociale, la capacité à réussir son mariage, à bien élever ses enfants, et à être un bon citoyen : « les enfants plus intelligents de toutes les classes sociales, même chez les plus pauvres, apprennent plus vite comment fonctionne l'État et sont plus susceptibles de s'informer et de discuter d'affaires politiques et d'y participer », écrit-il. À l'inverse, un QI faible augmente la propension au crime et donc la probabilité d'incarcération. On ne devient donc pas criminel parce qu'on souffre de privations matérielles (deprived), mais bien parce qu'on a des carences mentales et morales (depraved). Cette argumentation donne lieu à deux conclusions. Tout d'abord, il faut en déduire que si les minorités ethniques sont surreprésentées au sein de la population carcérale, ce n'est pas la conséquence de la montée des inégalités au sein de la société états-unienne, mais bien de leur plus faible quotient intellectuel. Deuxièmement, il s'ensuit que « l'État doit s'interdire d'intervenir dans la vie sociale pour tenter de réduire des inégalités fondées en nature, sous peine d'aggraver les maux qu'il tente de soulager en perpétuant "les perversions de l'idéal égalitarien apparu avec la Révolution française". Car "qu'elles soient jacobites [sic] ou léninistes, les tyrannies égalitaristes sont pire qu'inhumaines" »¹⁸.

Cette fois, Charles Murray est allé un peu trop loin pour le Manhattan Institute, qui refuse de mêler son nom au projet. La nouvelle icône des néo-conservateurs se fera donc héberger par l'American Enterprise Institute, avec la bénédiction d'Irving Kristoll. Cela n'empêche pas l'Institut de s'intéresser à la problématique : fin 1994, peu après la publication de son livre, le think-tank organise un dîner de gala pour honorer Murray et son dernier travail. À la tribune le politologue propose une explication génétique à la différence de 15 points entre le QI moyen des noirs et des blancs, critiquant au passage l'inutilité des programmes de discrimination positive.

Le Manhattan Institute s'intéresse ensuite à la question des « violences urbaines », en popularisant pour la première fois la fumeuse doctrine dite « de la vitre cassée », formulée en 1982 par James Q. Wilson, le théoricien de la criminologie conservatrice, et George Kelling, dans un article publié par le magazine *Atlantic Monthly*¹⁹. Les auteurs y défendent l'idée que la lutte quotidienne contre les petits désordres (aujourd'hui appelés « invivibilités ») permet de faire reculer les grandes pathologies criminelles.

Cette thèse intéresse particulièrement le procureur de New York, Rudolf Giuliani, qui assiste donc, au début des années 1990, à une conférence organisée par le Manhattan Institute. Le thème central défendu est que « "le caractère sacré des espaces publics" est indispensable à la vie publique et, a contrario que le "désordre" dans lequel les classes pauvres se complaisent est le terreau naturel du crime ». Le futur maire de New York, qui vient d'être battu aux élections municipales par le démocrate noir David Dinkins, y cherche les thèmes de sa campagne victorieuse de 1993. Ce sera la « tolérance zéro », une doctrine qui affirme que toute faute même mineure doit être sanctionnée, faute de quoi le délinquant se muera tôt ou tard en criminel, car « qui vole un œuf, vole un bœuf ». Dans la pratique, cela revient à poursuivre sans relâche les petits délinquants et à écarter les mendiants et les sans-abri du centre-ville pour les cantonner aux quartiers déshérités. Cet axe central de la campagne de Giuliani a l'avantage de plaire aux classes moyennes et supérieures de New York, qui sont justement celles qui votent. Répété à l'envi dans les colonnes de la nouvelle revue du Manhattan Institute, le *City Journal*, c'est ce thème qui va assurer, au finale, l'élection de l'ancien procureur républicain. Or, pour être appliquée, la « tolérance zéro » suppose que l'on renonce à toute proportionnalité entre la faute et les moyens mis en œuvre pour la réprimer. Cette doctrine ouvre donc la voie à une spirale de violence publique balayant sur son passage les libertés individuelles.

Une fois au pouvoir, Rudolf Giuliani applique l'arsenal idéologique élaboré, pour partie, au Manhattan Institute. Il s'appuie pour cela sur William Bratton, le responsable de la sécurité du métro de New York

¹⁶ *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, de Charles Murray et Richard Herrnstein, Free Press, 1994.

¹⁷ Cité par Loïc Wacquant, op.cit.

¹⁸ Cité in Loïc Wacquant, op.cit.

¹⁹ La publication du livre de Georges Kelling, *Fixing Broken Windows : Restoring Order and Reducing Crime in Our Communities*, The Free Press, 1996, sera financée par le Center for Civic Initiative, le think-tank de Kelling où siège Richard Schwartz, le responsable des programmes de travail forcé de l'administration Giuliani et PDG d'Opportunity of America, une firme privée de « placement » des allocataires d'aides sociales dans des emplois.

nommé chef de la police municipale²⁰. En cinq ans, la ville augmente son budget de police de 40 %, jusqu'à atteindre 2,6 milliards de dollars. Elle embauche en même temps 12 000 nouveaux policiers, alors qu'au même moment, les services sociaux de la ville perdent un tiers de leur budget et 8 000 de leurs employés. Ce déploiement spectaculaire de moyens pour réprimer des infractions (tel que le recours à des hélicoptères et à plusieurs voitures de police pour interpellier un chauffard) marque les imaginations, mais détourne les forces de l'ordre de la répression du crime.

Le plus surprenant est que le résultat de cette politique est bien moins impressionnant que l'arsenal qu'il nécessite. Si l'on compare New York à San Diego, qui a eu recours à la « police communautaire », on constate qu'« entre 1993 et 1996, la métropole californienne affiche une baisse de la criminalité identique à celle de New York, mais au prix d'un accroissement des effectifs policiers de seulement 6 %. Le nombre d'arrestations effectuées par les forces de l'ordre diminue de 15 % en trois ans à San Diego alors qu'il augmente de 24 % à New York pour atteindre le chiffre faramineux de 314 292 personnes arrêtées en 1996 (...) Enfin, le volume des plaintes contre la police fléchit de 10 % sur les rives du Pacifique alors qu'il s'enfle de 60 % dans la ville de Giuliani ». Cette hausse de la défiance de la population new-yorkaise, et surtout des Noirs, à l'encontre de sa police, est révélatrice du climat de « guerre sociale » qui est le corollaire de la « tolérance zéro ». Mais ces mauvais résultats n'ont pas découragé les partisans de ce système, qui ont ensuite diffusé le modèle new-yorkais un peu partout dans le monde. Après sa mise à pied par le maire de New-York, auquel il faisait apparemment trop d'ombre, William Bratton devient ainsi un consultant régulier du Manhattan Institute, mais aussi de nombreuses municipalités par le monde.

Les auteurs du Manhattan Institute continuent, tout au long des années 1990, de développer l'idéologie néo-conservatrice, fondée sur des préjugés raciaux et ethnocentriques, et notamment sur la supériorité du modèle de vie des États-Uniens blancs. Le discours est similaire à celui proposé, à la même époque, par de nombreux journalistes et experts français sur le caractère « inassimilable » de l'islam et sur la menace d'« invasion » que constitue l'immigration. Aux États-Unis, ce sont les populations noires et latinos qui sont particulièrement visées. Abigail Thernstrom, membre du Manhattan Institute, co-écrit ainsi un ouvrage avec son mari, le professeur d'Harvard Stephan Thernstrom, sur les ravages de la discrimination positive et intitulé *America in Black and White : One Nation Indivisible* (L'Amérique en noir et blanc : une Nation indivisible)²¹. Un livre financé par la John M. Olin Foundation, la Lynde and Harry Bradley Foundation, la Smith Richardson Foundation, la Earhart Foundation et la Carthage Foundation. Tamar Jacoby, lui aussi membre du Manhattan Institute, écrit la vanité de l'intégration à l'états-unienne dans *Someone Else's House : America's Unfulfilled Struggle for Integration* (La maison d'un autre : la lutte inachevée de l'Amérique pour l'intégration), financé par la John M. Olin Foundation, la Joyce Foundation et la Smith Richardson Foundation. En 1993, Myron Magnet dénonce dans *The Dream and the Nightmare* (Le rêve et le cauchemar) la responsabilité de la contre-culture des années 1960 dans la création de l'urban underclass²².

Les financements du Manhattan Institute sont variés, mais proviennent pour l'essentiel des organisations dites philanthropiques les plus réactionnaires²³, notamment la fondation Olin²⁴. Son influence est importante à Washington où le think-tank sert autant de caution idéologique, que de boîte à idées. Il permet aussi, grâce à une grande maîtrise de l'art de la promotion, de préparer les médias et, par leur entremise, l'opinion publique, aux thèses les plus ultra-libérales et socialement rétrogrades. Ses théories en matière sociale sont en tout cas écoutées à la Maison-Blanche : John J. Diulio Jr et Stephen Goldsmith, tous deux membres du Manhattan Institute, ont ainsi été chargés par George W. Bush d'appliquer une vision défendue depuis longtemps par l'Institut. Celle qui consiste à désengager l'État de ses missions sociales, pour les confier aux congrégations religieuses.

Cette doctrine a été récemment relayée par l'influent Myron Magnet, du Manhattan Institute, dans un ouvrage intitulé *What Makes Charity Work ? A Century of Public and Private Philanthropy* (Comment fonctionne la charité ? Un siècle de philanthropie publique et privée). Paru en 2001, juste après l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, ce livre défend un système d'aide sociale fondée sur la charité et non sur la solidarité, qui serait plus efficace, moins chère et surtout plus noble. Un programme « compassionnel

²⁰ « William Bratton, VPR de la "tolérance zéro" », par Edgar González Ruiz, Voltaire, 30 août 2004.

²¹ Pour une critique de cet ouvrage, voir « *Denying the Obvious The Fallacies of America in Black and White* », par Stephen Steinberg, Institute For Public Accuracy.

²² « *The 'Right' Books and Big Ideas* », The Nation, op.cit.

²³ Pour une liste détaillée des financements de 1985 à 2002, voir le site de Media Transparency.

²⁴ La Fondation Olin est créée en 1953 par l'industriel John Olin et financée, à partir de 1977, des carrières universitaires et politiques. Les fonds Olin ont ainsi permis le financement des activités de l'American Enterprise Institute mené par Norman Podhoretz et Irving Kristol, deux anciens directeurs de *Commentary*. Le continuateur du philosophe Leo Strauss, Allan Bloom, auteur de *The Closing of the American Mind*, un des « classiques » de la littérature néo-conservatrice, a bénéficié du soutien de la fondation dont le bastion est l'université John M. Olin (Chicago). Par ailleurs, l'ultra-conservatrice Fondation Olin a contribué à former des membres de l'administration Reagan comme Murray Weidenbaum et Martin Feldstein.

» rapidement mis en œuvre par l'administration Bush après sa prise de fonction et la création à la Maison-Blanche du Bureau des initiatives basées sur la foi²⁵.

Censé promouvoir l'État minimum, le Manhattan Institute a montré le vrai visage du libéralisme : il a à la fois justifié le désengagement de l'État en matière sociale et son hypertrophie en matière de répression.

Paul Labarique

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.

²⁵ Voir « *Pour Georges W. Bush, la foi tient lieu de politique* », Voltaire, 26 mars 2001.